

## **Accord professionnel**

### **ÉDITION PHONOGRAPHIQUE**

#### **ACCORD PROFESSIONNEL DU 13 DÉCEMBRE 2005** **RELATIF AUX MODALITÉS DE PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX NÉGO-** **CATIONS NATIONALES DE LA FUTURE CONVENTION COLLECTIVE** **NATIONALE DE L'ÉDITION PHONOGRAPHIQUE** **NOR : ASET0650498M**

Dans le cadre des négociations de la convention collective nationale de l'édition phonographique, les parties sont convenues des modalités d'indemnisation des représentants des salariés selon les conditions suivantes :

- le nombre de délégués pris en charge au titre de leur participation aux négociations collectives est fixé à 2 par organisation syndicale représentative au plan national ; ce nombre pourra être porté à 3 par organisation syndicale dans la limite de 10 délégués toutes organisations syndicales confondues à l'exception des réunions plénières de la commission mixte paritaire de l'édition phonographique pour lesquelles cette limite n'est pas applicable ;
- par organisation syndicale au sein du présent accord, il faut entendre l'organisation regroupant sous son nom l'ensemble des fédérations et syndicats existants dans la branche, directement ou par affiliation : lorsqu'il est envisagé un nombre de sièges, ce nombre s'entend donc par organisation syndicale représentative au plan national et non par fédération ou syndicat directement rattachés ou affiliés à ces organisations.

#### **1. Droit d'absence :**

Est considéré comme temps d'absence autorisé ne faisant l'objet d'aucune retenue de salaire le temps passé par les salariés des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective et dûment mandatés par leurs organisations syndicales pour participer aux réunions paritaires des négociations nationales et pour préparer ces réunions dans la limite d'une durée égale à celle prévue pour la réunion de négociation en cause, si nécessaire.

Ce temps ne comprend pas le temps de trajet lorsque la réunion se tient dans un lieu distinct de l'établissement de rattachement du salarié concerné.

Ce temps d'absence sera considéré, à hauteur de la durée habituelle du travail du salarié concerné au sein de son entreprise, comme du temps de travail effectif.

Les salariés concernés informent leur employeur de la tenue de la réunion, avant celle-ci et en tout état de cause sans délai à compter de la réception par ceux-ci de la convocation à la réunion, et lui communiquent en conséquence le justificatif de convocation.

Pas plus de 3 salariés dans une entreprise de moins de 100 salariés entrant dans le champ d'application de la convention collective ne pourront s'absenter simultanément à ce titre.

## 2. Indemnisation des frais :

Les frais de déplacement sont à la charge des organisations d'employeurs signataires de la présente convention selon les modalités suivantes :

- les frais de déplacement sont indemnisés sur les bases suivantes :
  - pour les déplacements en transport en commun à l'intérieur de la France métropolitaine de 50 à 400 kilomètres (aller simple) selon le tarif SNCF 2<sup>e</sup> classe (supplément inclus) ;
  - pour les déplacements en transport en commun à l'intérieur de la France métropolitaine supérieurs à 400 kilomètres (aller simple) selon le tarif de la classe la plus économique de la voie aérienne, ou selon le tarif SNCF 2<sup>e</sup> classe (supplément inclus) ;
  - pour les déplacements en voiture, selon le barème en vigueur dans l'entreprise qui emploie le salarié concerné ou, à défaut, les barèmes fiscaux ;
- les frais de nourriture et d'hébergement sont remboursés comme suit :
  - dans le cas où la réunion n'imposerait pas un découcher : 6 minimums garantis ;
  - dans le cas où la réunion imposerait un découcher : l'indemnité de repas sera de 6 minimums garantis et celle du découcher sera de 18 minimums garantis ;
- pour les salariés des entreprises entrant dans le champ de la convention collective nationale de l'édition phonographique, la rémunération sera maintenue pendant le temps d'absence et pour le nombre de salariés définis ci-dessus.

## 3. Modalités de règlement :

Les frais sont pris en charge par les organisations syndicales représentatives des employeurs participant à la commission mixte paritaire, de la manière suivante :

- seuls les délégués qui sont physiquement présents aux réunions paritaires et qui ont signé la feuille de présence peuvent bénéficier de ces indemnités ;
- les remboursements se font sur présentation par les organisations syndicales représentatives des salariés d'un récapitulatif avec justificatifs ;
- par accord, les organisations syndicales d'employeurs signataires du présent accord décident que le syndicat national de l'édition phonographique (SNEP, 27, rue du Docteur-Lancereaux, 75008 Paris) est l'organisation chargée de recevoir les demandes de remboursement ;
- le règlement des sommes concernées est effectué dans les 45 jours suivant la réunion concernée de la réunion paritaire.

#### 4. Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur le 13 décembre 2005. Il est conclu pour la durée de la négociation de la convention collective de l'édition phonographique et de ses annexes.

Fait à Paris, le 13 décembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) ;

Union des producteurs phonographiques français indépendants (UPFI).

#### **Syndicats de salariés :**

Fédération communication, conseil et culture (F3C) CFDT ;

Fédération culture, communication et spectacle (FCCS) CFE-CGC ;

Fédération média 2000 CFE-CGC ;

Fédération de la métallurgie CFE-CGC ;

Fédération des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication (FILPAC) CGT ;

Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle (FNSAC) CGT ;

Fédération des arts, du spectacle, de l'audiovisuel et de la presse (FASAP) FO ;

Fédération employés et cadres (FEC) FO.